

Art. 20. In artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 21 april 1994, worden de woorden « het examen » vervangen door de woorden « de proef ».

Art. 21. Artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 22 april 1996, 5 juni 1996 en 19 oktober 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. § 1. Onverminderd het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, bij het slagen voor één of meer examens in verband met de studiejaar van het hoger onderwijs, kunnen vrijstellingen van examens worden verleend door de voorzitter van de examencommissie na advies van de Inspectie van het Hoger Onderwijs.

§ 2. Voor de tweede zitting stelt de examencommissie de kandidaat die ze uitstelt vrij zich aan te melden voor de examens waarvoor hij geslaagd is volgens de nadere regels bedoeld in het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996. ».

Art. 22. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2004-2005.

Brussel, 30 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3579

[2006/202907]

30 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 43 modifié par les décrets des 9 septembre 1996 et 4 février 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 23 mai 2006;

Vu l'avis n° 40.477/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 juin 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial, les mots « de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial » sont remplacés par les mots « délivrés dans la section Sciences commerciales et dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'Enseignement supérieur non universitaire de type long. »

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Article 1^{er}. Il est créé un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française chargé de conférer les grades délivrés dans la section Sciences commerciales et dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'Enseignement supérieur non universitaire de type long.

Le jury est divisé par année d'études et par section.

Le siège du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le jury peut également organiser des examens en dehors de cet arrondissement, si les nécessités l'exigent. ».

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, les mots « Chaque subdivision du jury, telle que définie à l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, est composée » sont remplacés par les mots « Le jury est composé de ».

Art. 4. A l'article 10, alinéa 2, du même arrêté, le mot « supérieur » est remplacé par les mots « non obligatoire et de la Recherche scientifique ».

Art. 5. A l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Deux sessions d'examens ont lieu annuellement, l'examen étant l'opération de contrôle de connaissances pour une matière déterminée, l'épreuve étant l'ensemble des examens d'une même année d'études. »

Art. 6. A l'article 12 du même arrêté, le mot « examens » est remplacé par le mot « épreuves ».

Art. 7. L'article 13 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Art. 13. Nul n'est admis à la première épreuve du premier cycle d'un des grades délivrés dans la section Sciences commerciales et du grade délivré dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'enseignement supérieur non universitaire de type long s'il ne remplit les conditions requises pour l'admission dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice et visées à l'article 22 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes écoles.

Nul n'est admis à la deuxième épreuve du premier cycle d'un des grades délivrés dans la section Sciences commerciales et du grade délivré dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'enseignement supérieur non universitaire de type long s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, la première épreuve du grade correspondant.

Nul n'est admis à la troisième épreuve du premier cycle d'un des grades délivrés dans la section Sciences commerciales et du grade délivré dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'enseignement supérieur non universitaire de type long s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, la deuxième épreuve du grade correspondant.

Nul n'est admis à la première épreuve du deuxième cycle d'un des grades délivrés dans la section Sciences commerciales et du grade délivré dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'enseignement supérieur non universitaire de type long s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, les épreuves du grade de premier cycle correspondant.

Nul n'est admis à la seconde épreuve du deuxième cycle d'un des grades délivrés dans la section Sciences commerciales et du grade délivré dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'enseignement supérieur non universitaire de type long s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, la première épreuve du grade correspondant.

Les étudiants ajournés par une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française ne peuvent plus se présenter au cours de la même session devant le jury de la Communauté française.

Les étudiants refusés par une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française, ne peuvent se présenter qu'après l'expiration d'une année académique devant le jury de la Communauté française. ».

Art. 8. A l'article 14 du même arrêté, les mots « épreuves du même examen » sont remplacés par les mots « examens d'une même épreuve ».

Art. 9. Aux articles 16 et 17 du même arrêté, le mot « supérieur » est remplacé par les mots « non obligatoire ».

Art. 10. L'article 18 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Art. 18. Lors de l'inscription, le candidat doit fournir les documents ou renseignements suivants :

1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;

2° une photocopie d'un document d'identité belge ou étranger visé;

3° l'original de la preuve de paiement du droit d'inscription tel que prévu à l'article 17 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial;

4° l'indication du programme d'une Haute école, organisée ou subventionnée par la Communauté française, sur lequel le candidat désire être interrogé;

5° l'indication précise de l'année d'études, des langues et des options éventuelles sur lesquelles porte l'épreuve;

6° pour l'inscription à l'épreuve finale de deuxième cycle d'un des grades délivrés dans la section Sciences commerciales et du grade délivré dans la section Ingénieur commercial de la catégorie économique de l'enseignement supérieur non universitaire de type long, le sujet du mémoire qu'il souhaite défendre accompagné d'un court descriptif;

7° pour l'inscription à la première épreuve du grade de bachelier, la copie du ou des titres prévus à l'article 12, alinéa 1^{er} ou, à défaut, un ou des certificats provisoires, étant entendu que la délibération concernant le candidat ne peut avoir lieu que sur présentation du ou des titres dûment homologués, conformément aux articles 9 et 10 des lois sur la collation de grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnés le 31 décembre 1949, ou du certificat officiel d'équivalence du ou des titres obtenus à l'étranger;

Pour le candidat aux épreuves des années suivantes, la copie certifiée du certificat attestant qu'il a subi avec succès l'examen sur les matières de l'année d'études antérieure. ».

Art. 11. Dans l'intitulé de la section 3 du même arrêté, le mot « examen » est remplacé par le mot « épreuve ».

Art. 12. A l'article 19 du même arrêté, le mot « examen » est remplacé par le mot « épreuve » et les mots « instituts supérieurs de commerce organisés ou subventionnés » par les mots « Hautes écoles organisées ou subventionnées ».

Art. 13. Dans l'intitulé de la section 4 du même arrêté, le mot « épreuves » est remplacé par le mot « examens ».

Art. 14. A l'article 21 du même arrêté, les mots « une épreuve écrite » sont remplacés par les mots « un examen écrit » et les mots « une épreuve orale » sont remplacés par les mots « un examen oral ».

Art. 15. A l'article 22, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « épreuves écrites » sont remplacés par les mots « examens écrits ».

Art. 16. A l'article 23 du même arrêté, les mots « épreuves orales » sont remplacés par les mots « examens oraux » et le mot « publiques » est remplacé par le mot « publics ».

Art. 17. Dans l'intitulé de la section 5 du même arrêté, le mot « examens » est remplacé par le mot « épreuves ».

Art. 18. A l'article 25 du même arrêté, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les deux alinéas suivants :

« Il est dressé procès-verbal de la délibération. Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury d'examens et les résultats de la délibération. Il mentionne également pour chaque étudiant refusé ou ajourné les motifs de la décision adoptée.

Le procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et au moins trois membres du jury d'examens, au plus tard le dernier jour de la session d'examens. ».

Art. 19. A l'article 26 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 2, les mots « session d'examen » sont remplacés par le mot « épreuve » et le mot « épreuves » est remplacé par le mot « examens »;

b) au § 3, les mots « sans dispenses » sont supprimés.

Art. 20. A l'article 27 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « examen » est remplacé par le mot « épreuve »;

b) à l'alinéa 3, le mot « examen » est remplacé par le mot « épreuve » et le mot « épreuve » par le mot « examen ».

Art. 21. L'article 28 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Art. 28. § 1^{er}. Sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, en cas de réussite d'un ou plusieurs examens relatifs à des années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'examens peuvent être accordées par le Président du jury, après avis de l'Inspection de l'Enseignement supérieur.

§ 2. Pour la seconde session, le jury dispense le candidat qu'il ajourne de représenter les examens réussis selon les modalités prévues à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. ».

Art. 22. L'article 29 du même arrêté est abrogé.

Art. 23. A l'article 30 du même arrêté, les mots « de l'Education, de la Recherche et de la Formation » sont supprimés et remplacés par les mots « de la Communauté française ».

Art. 24. Les anciens grades académiques de candidats, de licencié et d'ingénieur commercial visés à la section 2 du Chapitre III du décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales, avant sa modification par le décret du 31 mars 2004, pourront encore être conférés par le jury durant un nombre d'années académiques supérieur d'un an à la durée minimale des études aux étudiants ayant réussi une des épreuves menant à un de ces grades avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Aux étudiants porteurs d'un grade de candidat visé à l'alinéa 1^{er}, et qui, en application de l'article 180, alinéa 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 ont accès, jusqu'à l'année académique 2006-2007, aux études de deuxième cycle définies dans la législation en vigueur avant l'entrée en vigueur de ce décret, les anciens grades de deuxième cycle visés à l'alinéa 1^{er} pourront être conférés par le jury durant un nombre d'années académiques supérieur d'un an à la durée minimale de ces études.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, les articles 1^{er} et 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en sciences commerciales, de licencié en sciences commerciales et financières, de licencié en sciences commerciales et consulaires, de licencié en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial restent d'application tels que libellés antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets pour l'année académique 2004-2005.

Bruxelles, le 30 juin 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3579

[2006/202907]

30 JUNI 2006. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inzonderheid op artikel 43, gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996 en 4 februari 1997;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau, van 23 mei 2006;

Gelet op het advies nr. 40.477/2 van de Raad van State, gegeven op 7 juni 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur, worden de woorden « van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur » vervangen door de woorden « uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair Hoger onderwijs van het lange type. »

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Er wordt een examencommissie voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van de graden uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair Hoger Onderwijs van het lange type.

De examencommissie wordt per studiejaar en per afdeling ingedeeld.

De zetel van de examencommissie is gevestigd in het arrondissement Brussel-Hoofdstad. De examencommissie kan eveneens examens buiten dat arrondissement organiseren, in geval van noodzaak. ».

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « Elke afdeling van de examencommissie, zoals bepaald in artikel 1, leden 2 en 3, is samengesteld uit » vervangen door de woorden « De examencommissie is samengesteld uit ».

Art. 4. In artikel 10, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « Hoger » vervangen door de woorden « niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek ».

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Twee examenzittijden vinden jaarlijks plaats; het examen heeft tot doel de kennis in een bepaald vak te controleren; de proef is het geheel van de examens van eenzelfde studiejaar. »

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het woord « examens » vervangen door het woord « proeven ».

Art. 7. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Niemand wordt toegelaten tot de eerste proef van de eerste cyclus van één van de graden uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en van de graad uitgereikt in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair hoger onderwijs van het lange type als hij de voorwaarden niet vervult om toegang te hebben tot het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan en bedoeld in artikel 22 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen.

Niemand wordt toegelaten tot de tweede proef van de eerste cyclus van één van de graden uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en van de graad uitgereikt in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair hoger onderwijs van het lange type indien hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor de eerste proef van de overeenstemmende graad geslaagd is.

Niemand wordt toegelaten tot de derde proef van de eerste cyclus van één van de graden uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en van de graad uitgereikt in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair hoger onderwijs van het lange type als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor de tweede proef van de overeenstemmende graad geslaagd is.

Niemand wordt toegelaten tot de eerste proef van de tweede cyclus van één van de graden uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en van de graad uitgereikt in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair hoger onderwijs van het lange type als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor de proeven van de overeenstemmende graad van de eerste cyclus geslaagd is.

Niemand wordt toegelaten tot de tweede proef van de tweede cyclus van één van de graden uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en van de graad uitgereikt in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair hoger onderwijs van het lange type als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor de eerste proef van de overeenstemmende graad geslaagd is.

De studenten die worden uitgesteld door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogeschool, kunnen zich niet meer tijdens dezelfde zitting aanmelden voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap. ».

De studenten die worden afgewezen door een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogeschool, kunnen zich pas na één academiejaar voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap aanmelden. ».

Art. 8. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden « examengedeelten van hetzelfde examen » vervangen door de woorden « examens van eenzelfde proef ».

Art. 9. In de artikelen 16 en 17 van hetzelfde besluit wordt het woord « Hoger » vervangen door de woorden « niet-verplicht ».

Art. 10. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. Bij de inschrijving moet de kandidaat de volgende documenten overleggen of de volgende gegevens vermelden :

1° een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier;

2° een afschrift van een Belgisch of buitenlands identiteitsstuk dat van een visum wordt voorzien;

3° het origineel van het bewijs van betaling van het inschrijvingsgeld bedoeld in artikel 17 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur;

4° de vermelding van het programma van een Hogeschool, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, waarover de kandidaat wenst ondervraagd te worden;

5° de juiste vermelding van het studiejaar, de talen en de eventuele keuzevakken waarover de proef zou worden afgelegd;

6° voor de inschrijving voor de eindproef van de tweede cyclus van één van de graden uitgereikt in de afdeling Handelswetenschappen en van de graad uitgereikt in de afdeling Handelsingenieur van de economische categorie van het niet-universitair hoger onderwijs van het lange type, het onderwerp van de scriptie die hij wenst te verdedigen samen met een korte beschrijving;

7° voor de inschrijving voor de eerste proef van de graad van bachelor, het afschrift van het of de bekwaamheidsbewijs(zen) bedoeld in artikel 12, eerste lid of, bij gebreke daarvan, het of de voorlopig(e) getuigschrift(en), met dien verstande dat de beraadslaging betreffende de kandidaat pas plaats zal vinden na overlegging van het (de) bekwaamheidsbewijs(zen), behoorlijk gehomologeerd overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, of van het officieel getuigschrift van gelijkwaardigheid van het in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijs of de in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijzen.

Voor de kandidaat van de proeven van de volgende jaren, het eensluidend verklaard afschrift van het getuigschrift waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het examen over de leerstof van het vorige studiejaar;

Art. 11. In het opschrift van afdeling 3 van hetzelfde besluit wordt het woord « examen » vervangen door het woord « proef ».

Art. 12. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt het woord « examen » vervangen door het woord « proef » en worden de woorden « georganiseerde of gesubsidieerde hogere handelsinstituten » vervangen door de woorden « georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen ».

Art. 13. In het opschrift van afdeling 4 van hetzelfde besluit wordt het woord « examengedeelten » vervangen door het woord « examens ».

Art. 14. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden « het examengedeelte schriftelijk of mondeling » vervangen door de woorden « het examen schriftelijk of mondeling ».

Art. 15. In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « schriftelijke examengedeelten » vervangen door de woorden « schriftelijke examens ».

Art. 16. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden « mondelinge examengedeelten » vervangen door de woorden « mondelinge examens » en wordt het woord « publiques » in de Franse tekst vervangen door het woord « publics ».

Art. 17. In het opschrift van afdeling 5 van hetzelfde besluit wordt het woord « examens » vervangen door het woord « proeven ».

Art. 18. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de eerste en tweede leden vervangen als volgt :

« Er wordt een proces-verbaal opgemaakt na de beraadslaging. Het proces-verbaal van de beraadslaging vermeldt de samenstelling van de examencommissie en de resultaten van de beraadslaging. Het vermeldt ook voor elke afgewezen of uitgestelde student de redenen van de aangenomen beslissing.

Het proces-verbaal wordt door de voorzitter, de secretaris en ten minste drie leden van de examencommissie ondertekend en dit, uiterlijk de laatste dag van de examenzitting. ».

Art. 19. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2 wordt het woord « examenzittijd » vervangen door het woord « proef » en wordt het woord « examengedeelten » vervangen door het woord « examens »;

b) in § 3 worden de woorden « zonder vrijstelling » geschrapt.

Art. 20. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt het woord « examen » vervangen door het woord « proef »;

b) in het derde lid wordt het woord « examen » vervangen door het woord « proef » en wordt het woord « examengedeelte » vervangen door het woord « examen ».

Art. 21. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. § 1. Onverminderd het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, bij het slagen voor één of meer examens in verband met de studiejaren van het hoger onderwijs, kunnen vrijstellingen van examens worden verleend door de Voorzitter van de examencommissie na advies van de Inspectie van het Hoger Onderwijs.

§ 2. Voor de tweede zitting stelt de examencommissie de kandidaat die ze uitstelt vrij zich aan te melden voor de examens waarvoor hij geslaagd is volgens de nadere regels bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen. ».

Art. 22. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de woorden « van Onderwijs, Onderzoek en Vorming » geschrapt en vervangen door de woorden « van de Franse Gemeenschap ».

Art. 24. De oude academische graden van kandidaat, licentiaat en handelsingenieur bedoeld in afdeling 2 van Hoofdstuk III van het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, vóór de wijziging ervan bij het decreet van 31 maart 2004, zullen nog tijdens een aantal academiejaren dat met één jaar hoger is dan de minimale duur van de studies kunnen worden toegekend door de examencommissie aan studenten die geslaagd zijn voor één van de proeven die leiden tot één van de graden vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

De vroegere graden van de tweede cyclus bedoeld in het eerste lid zullen tijdens een aantal academiejaren dat met één jaar hoger is dan de minimale duur van deze studies, door de examencommissie kunnen worden toegekend aan de studenten die houder zijn van een graad van kandidaat bedoeld in het eerste lid en die, met toepassing van artikel 180, eerste lid, van het decreet van 31 maart 2004, toegang hebben tot het academiejaar 2006-2007 tot de studies van de tweede cyclus bepaald in de wetgeving die van kracht is vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor de toepassing van de eerste en tweede leden blijven de artikelen 1 en 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur, van toepassing zoals die vóór de inwerkingtreding van dit besluit opgesteld waren.

Art. 25. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2004-2005.

Brussel, 30 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mme M.-D. SIMONET